

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 519 - 17 mai 1990 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

● COLLOQUE SUR LA FORMATION	● FÊTE DE L'HUMA	4-5
● DU NOUVEAU AUX A.C.B.?	● DE L'AMNISTIE A LA CENSURE...	6
● LA LOI MÉHAIGNERIE... 2	● 5000 ÉLUS A PARIS	7
● INDIGNATION FACE A LABARBARIE	● SUCCÈS DE LA MARCHÉ DE LA JEUNESSE	8
● NÉCROLOGIE 3		

A NANTES, LE 19 MAI, POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

En juin et août prochains, les Traités de 1963 sur la limitation des essais nucléaires et de 1968 sur la non-prolifération, seront renégociés.

A l'époque, la France avait refusé de signer ces deux traités. Elle ne les a toujours pas ratifiés et se voit offrir aujourd'hui une bonne occasion de le faire.

La France se doit de participer, à part entière, au réexamen de ces traités, se doit d'agir pour interdire tous les types d'essais nucléaires. A l'heure où Bush vient d'annoncer qu'il renonçait à moderniser les missiles US en Europe, notre pays doit renoncer à une programmation de construction de nouvelles armes qui lui fait dépensé un milliard 250 millions de centimes par heure, au détriment de la santé, de la sécu, de la formation des jeunes.

Paul ROBERT,
Membre du Comité fédéral du P.C.F.

Mettre fin aux essais effectués à Mururoa constitue un élément important pour écarter le risque de conflits dévastateurs, pour accélérer le processus de désarmement, pour instaurer de nouveaux rapports entre les nations, fondés sur la confiance et la compréhension mutuelles.

Le 19 MAI prochain, l'APPEL DES CENT organise à Nantes une grande manifestation en faveur de la paix et du désarmement. Neuf départements de l'ouest de la France participeront à cette manifestation.

Le 19 MAI, nous exprimerons notre volonté de voir les hommes s'entendre pour un monde de paix, notre volonté de voir s'instaurer entre les Etats des rapports fondés sur la coopération, le progrès et le développement, notre volonté de voir cesser tout essai nucléaire, toute recherche de perfectionnement des armes de destruction massive.

C'est l'intervention de chacun d'entre nous, celle des pacifistes du monde entier, qui a permis pour la première fois dans l'histoire, que l'augmentation continue des armements cède la place à des progrès considérables pour la paix et le désarmement.

En 1982, notre mot d'ordre était « NI PERSHING, NI SS 20 ». Cela pouvait paraître utopique. Aujourd'hui, notre exigence est devenue réalité. C'est encourageant et il nous faut amplifier notre action pour la sécurité par la réduction des armements, pour l'arrêt de tous les essais nucléaires. Nous pouvons tous ensemble faire du 19 MAI une grande journée, faire progresser les idées et l'exigence de la paix. Alors, amis lecteurs des "Nouvelles", nous vous invitons ce jour-là à rejoindre l'initiative de l'APPEL DES CENT.

JOURNÉES NATIONALES POUR LA PAIX et LE DÉSARMEMENT

19 ET 20 MAI dans toute la France :
BORDEAUX – LIMOGES – LYON – MARSEILLE
NANCY – NANTES – PARIS – TOULOUSE



AU COURS DE CES RASSEMBLEMENTS S'EXPRIMERA LA VOLONTÉ DE VOIR :

- les hommes s'entendre pour un monde de Paix basé sur la confiance réciproque et la solidarité entre tous les hommes de la planète.
- s'instaurer de nouveaux rapports entre les Etats fondés sur la coopération, le progrès, le développement.
- consacrer les 1 200 milliards de dollars de Tous les budgets militaires du monde à l'action contre la faim, la misère, l'analphabétisme, la maladie.
- la science consacrer toutes ses ressources à la recherche du bonheur de l'homme.
- cesser tout essai nucléaire, toute recherche de perfectionnement des armes de destruction massive et de s'entendre pour un vaste plan de désarmement général et contrôlé.

AVEC LES 120 ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS, MOUVEMENTS
QUI SOUTIENNENT L'APPEL DES CENT,

PARTICIPEZ AU RASSEMBLEMENT DE VOTRE RÉGION

SAMEDI 19 MAI A NANTES

14 H – PLACE DU COMMERCE

avec la participation de
MICHÈLE LOPEZ et CLAUDE PIEPLU

Un riche débat sur LA FORMATION DANS LES PAYS-DE-LOIRE

au cours du colloque organisé par le Comité régional du P.C.F.

Une étape utile, à prolonger

Le colloque régional sur la formation dans les Pays de Loire, organisé par le Comité régional du Parti communiste français, à la Manufacture des tabacs à Nantes, le 12 mai, a donné lieu à un riche débat, ouvert et pluraliste, auquel ont participé une centaine de personnes, venues de cinq départements de la Région.

A l'image de la formation elle-même, les débats ne furent pas l'affaire des seuls enseignants. Certes il y en eut, et de tous les ordres d'enseignements, de la maternelle à l'université, en passant par les collèges, les lycées

et les L.E.P., avec des directeurs et chefs d'établissement, ainsi que des formateurs en formation continue.

Mais participèrent également des parents d'élèves et des dirigeants départementaux d'A.P.E., des syndicalistes enseignants ou d'autres secteurs, des salariés et cadres d'entreprises régionales (Renault, Bull, Thomson...), des élus régionaux et locaux, sans oublier les dirigeants fédéraux et nationaux du P.C.F., ce colloque étant placé sous la présidence de Jackie Hoffman, membre du bureau politique.

Il est évidemment impossible de rendre compte ici de la diversité et de la richesse des communications et interventions. Seule la lecture des actes de ce colloque - en cours de préparation - permettra de s'en faire une idée complète et exacte.

Dans son intervention d'ouverture, Bernard Violain, secrétaire du Comité régional du P.C.F., souligna que l'organisation de ce colloque s'inscrivait « dans la démarche d'union des communistes » exprimant « leur volonté de progresser sur un dossier riche et complexe ».

Moment, selon lui, d'une « recherche de nouvelles convergences », ce colloque, qui « n'est pas une fin en soi », vise à « ouvrir un processus de rapprochement d'idées et d'objectifs politiques ».

Soulignant les enjeux de la formation il indiqua qu'il fallait « un système d'enseignement fondamentalement différent, qui soit réellement un facteur d'entraînement d'une société nouvelle ».

C'est pourquoi les communistes proposent que « le développement de la formation devienne un grand objectif national prioritaire répondant à deux exigences :

- assurer la réussite de tous. C'est une question de justice sociale et c'est aussi une question d'efficacité économique.

- la réalisation d'un enseignement sérieux, placé sous la responsabilité nationale, ayant comme objectif l'acquisition d'un bon niveau de formation, en enseignement en phase avec le développement des connaissances, et avec l'explosion sans précédent des sciences et des techniques ».

Après cette introduction, les participants au colloque se sont séparés en deux tables-



L'une portait sur la qualité de la formation, et les rapports entre production et formation.

Les interventions s'y partageaient de manière assez équilibrée entre celles des enseignants et parents d'élèves pour cerner les contours d'une véritable crise de l'école face à la demande sociale de formation, et celles des divers intervenants, (salariés, formateurs, patrons) de la formation extra-scolaire, dans et hors de l'entreprise.

Ce fut surtout, compte-tenu de l'importance que revêt aujourd'hui ce versant de la formation, pour en dénoncer l'insuffisance, les limites. Pour ne prendre qu'un exemple, le 1.2% patronal consacré à la « formation », sert le plus souvent à de coûteux séminaires de cadres sur la « communication dans l'entreprise ». Un patron de P.M.E. fit d'ailleurs, entre autres propositions, que cette contribution patronale à la formation soit non pas calculée sur la masse salariale, mais sur le chiffre d'affaires.

L'autre table-ronde soulignait, quant à elle, que l'école, la formation constituent un enjeu régional « formidable ». Elle montrait l'inadéquation

entre le système scolaire et ce que veut faire le patronat dans la région.

Le patronat s'est donc beaucoup investi dans ces questions : pour peser sur les filières et les formations, pour pousser à l'abandon des diplômes nationaux, afin qu'ils ne soient plus reconnus par les conventions collectives et dans les grilles de rémunération.

La déconcentration entraîne des transferts de responsabilités et de charges surtout vers la région, mais les communes n'y échappent pas non plus.

La montée des vacataires contractuels dans les personnels provoque une précarisation accentuée des emplois et des salaires. Le privé n'est pas mieux loti. Seules les luttes des intéressés pourront garantir les situations des personnels et réaffirmer la responsabilité de l'État.

Il revenait, à l'issue de cette journée, en séance plénière, à Jackie Hoffman, de tirer les conclusions des travaux de ce colloque. Partant de la richesse des interventions, elle souligna que la formation est un enjeu considérable pour aujourd'hui et pour demain.

Face à la crise actuelle du système de formation, le modifier est impératif. Mais le projet du grand capital est celui d'un remodelage de la société en faveur du patronat, de la finance, donc aussi un remodelage de la formation. C'est un recul de civilisation qui est programmé.

La modification du système de formation est un élément actif, structurant de la société : « dis-moi quelle école tu veux, je te dirai quelle société tu souhaites ! »...

Ces questions sensibles aux familles, aux jeunes, aux salariés, aux étudiants, aux enseignants, sont à la base de possibilité de rassemblement et de lutte dans la région.

Nous proposons que 10% du temps de travail soient consacrés dans toutes les entreprises, à la formation professionnelle. C'est l'un des moyens essentiels pour avoir une industrie, y compris régionale, compétitive.

Les 40 milliard pour l'École, pas pour le surarmement, la lutte pour un collectif budgétaire, constituent un grand objectif national prioritaire. Il faut rassembler pour agir dans l'unité la plus large. La diversité est une richesse pour le rassemblement.

Et J. Hoffman conclua ainsi : « Il faut agir et se rassembler pour amplifier ce que vous venez de commencer. Définissez les besoins réels, partout, à l'entreprise, dans les établissements scolaires et universitaires, pour une école de qualité, pour des crédits et du temps de formation professionnelle dans les entreprises ».

Faire de la formation une priorité nationale, telle est la voie de l'efficacité ».

DU NOUVEAU AUX A.C.B. ?

La presse du 12 mai annonce la création par les A.C.B. et un groupe finlandais d'une filiale commune pour construire des hélices de navires.

« La mécanique n'est pas une industrie morte (...). La croissance externe est devenue un mot d'ordre ». Ainsi s'exprime aujourd'hui le P.D.G. de la société A.C.B., qui dit aussi son intention de voir fabriquer et vendre des hélices « à toute la planète ». Et d'annoncer un accord avec la société hollandaise UPS, pour « compléter les deux réseaux commerciaux ».

Qui refuserait de se réjouir devant le dynamisme et la prospérité d'une entreprise industrielle ? Mais, au fait qui se souvient aujourd'hui qu'A.C.B. participait au capital de la Société Nantaise de Fonderie, qui fabriqua des hélices de navires, et qui fut en son temps liquidée au nom des principes sacro-saints de la rentabilité capitaliste, jugée alors insuffisante... ?

« L'ordre capitaliste, c'est l'anarchie » disait quelqu'un. Cet exemple vient s'ajouter à ceux déjà nombreux qui invitent les travailleurs à se rassembler et à lutter pour un changement de politique, et de société.

LA LOI MÉHAIGNERIE DOIT ÊTRE ABROGÉE

La loi Méhaignerie devrait bientôt entrer en application sur le patrimoine de l'Office Public H.L.M. de Saint-Nazaire.

Cette loi que les communistes ont combattu dès le 1er jour vise à appliquer aux H.L.M. les règles du secteur privé et qui se traduira par une hausse des loyers et une partition des logements et des locataires.

Pourquoi faut-il alors que le vice-président de l'Office, notamment, s'efforce à vouloir démontrer que l'application de la loi de l'ancien ministre de droite apporterait des choses positives aux locataires et à l'office ?

D'autres choix sont possibles c'est ce que proposent les communistes.

- IL FAUT S'OPPOSER AUX AUGMENTATIONS DE LOYERS ET LES FAIRE BAISSER.

La réduction de 1% de l'intérêt des emprunts permettrait de diminuer les loyers de 10%.

- EXIGER DE L'ÉTAT UNE POLITIQUE SOCIALE ET HUMAINE.

L'AIDE DE L'ÉTAT aux logements de luxe doit être supprimée, et celle destinée à la construction sociale relevée.

L'ALLOCATION LOGEMENT ET L'A.P.L. doivent être revalorisées de 15% et l'A.P.L. maintenue en cas de loyers impayés.

LES OFFICES H.L.M. doivent être basés sur le revenu, et, dans l'immédiat, ne pas dépasser 2% des revenus imposables.

LES SAISIES ET DES EXPLULSIONS doivent être INTERDITES.

LE 1% PATRONAL doit être rétabli et porté à 2% dans les 3 ans, son affectation soumise au contrôle des Comités d'Entreprises.

Gilles BONTEMPS S'ADRESSE AU PRÉFET

Monsieur le préfet,

La profanation monstrueuse de sépultures dans le carré israélite du cimetière de Carpentras, a suscité dans le département comme dans tout le pays, une vague d'indignation.

Ce nouvel acte de barbarie souligne l'extrême gravité de la recrudescence de l'antisémitisme et du racisme en France.

A de nombreuses reprises, ces dernières années, notre Fédération s'est adressée à vos prédécesseurs, à vous ou à vos collaborateurs pour attirer l'attention du gouvernement que vous représentez, sur cette situation.

Le 1er décembre dernier, après les élections partielles de Dreux, Marseille et Salon de Provence, qui se sont traduites par une poussée de l'extrême-droite Lepéniste, nous nous sommes à nouveau, adressé à vous.

Lors de l'entrevue avec le représentant de votre cabinet, nous avons une nouvelle fois, attiré votre attention sur la gravité de cette situation, et protesté contre les complaisances dont ne cesse de bénéficier Le Pen, de la part du gouvernement et des médias.

Aujourd'hui avec la profanation abjecte de Carpentras, la cote d'alerte du racisme et de l'antisémitisme est désormais atteinte.

Une loi renforçant la répression du racisme et de l'antisémitisme vient d'être adoptée à l'Assemblée Nationale.

Nous exigeons que le gouvernement que vous représentez, l'inscrive sans délai à l'ordre du jour des travaux du sénat afin d'accélérer la procédure qui permette de devenir effective.

Dans le même sens, ce dernier doit également accélérer les poursuites et veiller à l'application des sanctions à l'égard de ceux qui se sont rendus coupables d'actes relevant du racisme ou de l'antisémitisme.

Enfin, nous exigeons que les moyens d'information et à plus forte raison le service public, cessent réellement, complètement et durablement, toute forme de banalisation de la haine, de la discrimination, de la violence ainsi que la promotion de ceux qui - à l'instar du Front National - propagent ces thèses.

Soyez assuré Monsieur le Préfet, que les Communistes de Loire-Atlantique mettront tout en œuvre avec la population pour que ces mesures soient prises.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, nos salutations distinguées.

Gilles Bontemps,
Secrétaire de la Fédération
de Loire-Atlantique du
Parti Communiste Français.

Nantes, le 14 mai 1990

Profanations de sépultures juives à Carpentras

BARBARES

Trente-trois tombes dévastées et un cadavre empalé, dans le cimetière de la cité vaclusienne! Dans l'horreur de tels actes, il y a tout le poison du racisme, de l'antisémitisme. Au même moment, Le Pen, à «L'heure de vérité» d'Antenne 2, ironisait sur le thème: «Trop de juifs» et sur la déportation. Cette escalade pose de graves questions à ceux qui prennent la responsabilité de le pousser en avant, en particulier à la télévision.

Une déclaration de Georges Marchais

Monstruosité

Georges Marchais a fait la déclaration suivante. «J'apprends avec indignation que plusieurs tombes viennent d'être profanées dans le carré israélite du cimetière de Carpentras.

La monstruosité dont on fait preuve les auteurs de ces actes dépasse les limites de l'horreur. Elle montre à chacun de nous que la haine de l'autre, le poison du racisme et de l'antisémitisme peuvent nous faire renouer avec un passé haïssable: celui de la barbarie nazie dont l'humanité - près d'un demi-siècle après - porte toujours les stigmates.

Il est temps, il est grand temps que toutes celles et tous ceux qui ont le respect de l'humain,

tous les gens de cœur s'accordent pour dire ensemble: «Plus jamais ça!»

Au nom du Parti communiste français, je m'incline devant la mémoire de celles et ceux que quelques criminels ont voulu priver du repos de la mort, et j'adresse toute ma compassion à leurs familles.

Il y a quelques jours, l'Assemblée nationale adoptait une loi renforçant la répression du racisme et de l'antisémitisme. Elle doit être très vite mise en application. C'est l'honneur de la France - le pays des droits de l'homme - qui est en jeu.»

Georges Marchais.

L'INDIGNATION FACE A LA BARBARIE

La Fédération de Loire-Atlantique dans une déclaration, après s'être indignée de ces actes barbares, considère «que la cote d'alerte du racisme et de l'antisémitisme est désormais atteinte. Il faut y faire barrage».

L'indignation s'est manifestée de tout le département, des organisations du parti communiste et d'autres associations démocratiques. Une manifestation silencieuse s'est déroulée le samedi

12 Mai place des Martyres à Saint-Nazaire.

Quatre milles personnes ont manifesté lundi soir à Nantes contre ce crime odieux.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique s'associent pleinement à ce mouvement de protestation.

Faut-il rappeler que notre journal fût à l'origine de la dénonciation de la soutenance de thèse du révisionniste Roques, à Nantes, niant l'existence des chambres à gaz nazies.

ADIEU PAUL

C'est avec peine que les communistes, les vétérans du Parti apprendront le décès à Villejuif de notre camarade Paul Fabbry

qui, pendant une longue période a suivi notre fédération de Loire Atlantique comme membre du Comité Central.

Paul fut aussi membre de notre Comité Fédéral élu en 1959. Il devait ensuite assurer des responsabilités dans la région parisienne à Villejuif.

Paul était présent aux obsèques de notre camarade Mimi Leroux à Vertou.

La Fédération, les Nouvelles de Loire Atlantique assurent Nicole et ses enfants de toute leur sympathie en cette pénible épreuve.

«NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITÉ»
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social: 41, rue des Olivettes
44000 NANTES
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E.: 5120
Gérant: M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef: Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales:
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ: Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION: Tél. 40.89.72.28
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52987

LE SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL DU FRONT NATIONAL INCULPÉ POUR INCITATION A LA HAINE RACIALE

Incitation à la discrimination et à la haine raciales, diffamation d'ordre racial, tels ont été les chefs d'inculpation à l'encontre de Arnaud de Périer, secrétaire départemental du F.N. et conseiller régional; Patrice Roux, son frère Thierry et l'imprimeur Pierre Gauthier, d'un tract diffamatoire intitulé «Non à l'islamisation de Saint-Nazaire».

On ne saurait trop se féliciter de ces inculpations par le juge Chautry de Saint-Nazaire, au moment où une meute hideuse vient de passer aux actes à Carpentras, après que la télévision publique ait permis à Le Pen de se répandre contre les juifs, les immigrés, les peuples libérés du colonialisme et les communistes.

PAULINE TIMBAUD NOUS A QUITTÉS

Pauline Timbaud, l'épouse de notre camarade Jean-Pierre Timbaud, secrétaire de la Fédération C.T.T. des métaux, fusillé à l'âge de trente et un an à Châteaubriant, en 1941, est décédée. Ses obsèques ont eu lieu mercredi 2 mai, au cimetière de Saint-Germain-sur-Morin (77). Gaston Plissonnier, secrétaire du Comité central du P.C.F., a adressé ses condoléances à sa fille, Jacqueline Timbaud. Le secrétaire général du P.C.F., Georges Marchais, lui a envoyé le message suivant: «J'apprends avec beaucoup de tristesse la disparition de ta mère, notre camarade Pauline Timbaud.

Jusqu'à la fin de sa vie, elle resta fidèle à son engagement au sein de notre parti. Son mari, ton père, Jean-Pierre, dirigeant de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, fut l'un des fusillés de Châteaubriant. Depuis qu'il avait été arraché à son affection, ta mère avait fait beaucoup pour perpétuer le souvenir de ce grand communiste.

En ces douloureuses circonstances, je te prie de croire, ma chère Jacqueline, en ma profonde affection, et te présente ainsi qu'aux tiens mes plus sincères condoléances.»

Gilles Bontemps, au nom de la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F., a adressé à Jacqueline Timbaud un message de sympathie.

2-3 JUIN, Parc Paysager, Saint



FABIENNE PRALON

chanteuse
une découverte du printemps de Bourges



CATHERINE REAU

chanteuse des rues



HENRI TACHAN

nous revient avec un nouvel album et un premier compact :
« moi j'aime les histoires d'amour »

SAMEDI

- 10 H 30 - OUVERTURE D
- 15 H - CONCOURS D
- 17 H - « INKA W
- Groupe BOLIV
- 17 H - GYMNASTIQU
- 18 H - PÉTANQUE - concours de pions régional

DIMANCHE

- 11 H - KARATÉ, TAÏ tion par les clu
- 15 H - MEETING Gaston P Secrétaire du Co
- 15 H 30 - Fabienne
- 16 H - Henri TACHAN Et la participation de REAU et son o

PENDANT CES DEUX JOURS

DES EXPOSITIONS
DES ÉCRIVAINS
DES RESTAURANTS
SPÉCIALITÉS
JEUX, BALLADES

GRAND CONCOURS DE PÊCHE PATRONNÉ PAR RICARD



Des fins hameçons aux aguets, lors du concours 1989, au Parc Paysager.

RÈGLEMENT :

Ligne tenue à la main (Moulinet et pêche à l'Anglaise interdits).

Amorçage autorisé sans esche animale.

Classement au poids (1 pt par gramme et 5 pts par poisson).

Nombreux lots en nature.

Inscription : 40 F

auprès de :

Jean BEURIER
4, Rue Auguste Piccard,
44600 St-Nazaire
Tél. : 40.66.41.55

GIFCO

Des sociétés au service

CONSTRUIRE Des
GÉRER vos
ENTREPRENDRE vos
AMÉNAGER bud
DIFFUSER les
son

GIFCO : 20, boulevard Masséna, 75013 Paris

Nazaire, FÊTE DE L'HUMANITÉ

EDI

DE LA FÊTE.

E PÊCHE.

ARA »

NIEN.

E - Clubs nazairiens

Démonstration et tir avec des cham-ix.

CHE

ITSU - Démonstrations nazairiens.

avec **PLISSONNIER**,
Comité central du P.C.F.

PRALON.

CHAN.

ation de Catherine
rgue de Barbarie.

DURS :

IONS, DES LIVRES,
S, DES POÈTES.

RANTS, DES BARS,
GASTRONOMIQUES,
ES EN CHALANDS...

GASTON PLISSONNIER

secrétaire du Comité Central
du P.C.F.



Gaston PLISSONNIER est natif de Saône-et-Loire.

Engagé dans la Résistance dès l'été 1940. Officier F.F.I., il est aussi officier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance.

Il assume depuis 1942 des responsabilités de premier ordre au sein du Parti Communiste.

C'est un homme chaleureux. Ce livre paru aux éditions Messidor « Une vie pour lutter » nous apprend aussi qu'il est « un homme heureux, fin pêcheur à la ligne, randonneur, jardinier du dimanche... ».

2-3 Juin 90



Parc Paysager
ST-NAZAIRE
PCF

Outre qu'elle est un soutien financier au Parti Communiste et qu'elle permet l'entrée à la Fête, la vignette offre la possibilité de gagner de nombreux lots dont :

- 1 - VOYAGE POUR 1 PERSONNE (9 jours) transport et pension complète en ESPAGNE (LLORET DE MAR, octobre 90).
- 2 - CROISIÈRE dans le GOLFE du Morbihan POUR 2 PERSONNES (déjeuner ou dîner au choix, compris) Avant octobre 90.
- 3 - MINI CHAÎNE Hi-Fi.

CO

des collectivités

équipes de professionnels pour
s conseiller et vous guider dans
choix en fonction de
besoins et de vos impératifs
gétaires.

sociétés du groupe GIFCO
t représentées dans toute la France

113 Paris - Tél. 45.82.47.47

groupe gifco



INKA WARA

groupe BOLIVIEN

vient de paraître

**GEORGES
MARCHAIS**
DEMOCRATIE

300 pages
90 F.

en vente
militante
en
librairie
et à
la fête

messidor
EDITIONS SOCIALES

**au risque
de surprendre**

DE L'AMNISTIE A LA CENSURE...

Comme la presse nationale, la presse régionale a pris toute sa place dans le concert politique de la semaine dernière, à propos de la motion de censure déposée par la droite à l'Assemblée.

Sans aucun doute s'agissait-il de compliquer des choses fort simples pour voler au secours de l'ensemble des forces politiques qui, à l'exception du P.C.F. ont voté la loi d'Amnistie blanchissant les fauteurs de scandales.

Durant plusieurs jours, on a ainsi eu droit à de véritables dissertations, frisant la politique fiction, concernant ce que ferait ou ne ferait pas le P.C.F. à l'Assemblée, étayées des raisons les plus fantaisistes.

Une telle préoccupation des médias sur les actes du P.C.F., confirme le rôle qu'il joue dans la vie nationale et la crainte que provoque une meilleure mise en œuvre de la politique nouvelle qu'il a définie au 26e congrès, la politique et les actes du pouvoir.

Les titres et les éditoriaux des quotidiens régionaux auront néanmoins eu beaucoup de mal. Difficile en effet de vouloir d'un côté justifier l'idée fautive que la loi d'amnistie se jouerait avec la censure, et de laisser penser ensuite que le seul parti qui n'a aucune responsabilité dans le vote de cette loi, puisse être responsable de son application.

Ainsi, Ouest-France, après avoir titré :

« le PC n'a pas osé censuré Rocard », est contraint de compléter son titre par la phrase suivante :

« Le Mal était déjà fait »

Eh oui ! à trop vouloir déformer les positions des communistes et voler au secours du pouvoir, il y a parfois des limites avec la réalité des faits.

En fait les choses sont très simples. Durant l'automne 1989, les socialistes ont fait le forcing pour obtenir qu'une loi d'amnistie lave leurs amis compromis dans des affaires financières. La droite qui, elle aussi, avait des « copains-coquins » à blanchir, a laissé passer cette loi que certains de ses députés ont votée.

Les différents députés du département qui y ont d'ailleurs pris toute leur part, tentent dans leurs propos d'en affaiblir la portée.

Dans son édition du 4 Mai, Presse Océan qui a interrogé certains d'entre eux, en apporte une belle illustration.

Ainsi Olivier Guichard a beau crier que seuls deux élus de l'opposition ont voté cette loi d'amnistie, il n'en reste pas moins vrai que l'ensemble de la droite à laquelle il appartient l'a laissée passer en ne votant pas contre.

Pour Edouard Landrin, c'est du style je me suis abstenu mais...

Quant à Jean-Marc Ayrault ou Marie-Madeleine Dieulangard, quelques soient les précautions de langage, ils ont comme l'ensemble des députés socialistes voté cette loi.

En fait le groupe communiste a voté contre dans sa totalité ce que Michel Bodiguel n'a pas jugé bon de signaler dans son édition du 4 Mai.

La motion de censure ne permettant pas de mettre en cause cette loi votée par le PS que la droite a laissé passer, rien n'est plus urgent que de faire massivement soutenir la proposition communiste de modification de la constitution afin que de telles choses ne se reproduisent pas.

Nos lecteurs pourront d'ailleurs prendre connaissance de la position réelle du P.C.F. sur la motion de censure comme sur la loi d'amnistie avec la résolution du Comité Central actuellement distribuée sur l'ensemble du département.

TRENTE ANS DÉJÀ



« Le paquebot « France » est lancé, il va épouser la mer » clamait le Général de Gaulle le 11 mai 1960, à son lancement à Saint-Nazaire.

Trente années ont passé et des âmes nostalgiques évoquent aujourd'hui leurs souvenirs.

Les communistes, quant à eux, auront surtout en mémoire la bataille qu'ils ont menée pour empêcher le bradage de ce fleuron des mers à l'étranger et pour que sa rénovation se fasse dans un chantier français.

Ils étaient bien seuls... et contre tous.

Voilà une période de l'histoire du célèbre paquebot complètement oubliée par les commentaires d'aujourd'hui. Certains auraient-ils mauvaise conscience ?

A NOS 55 MILLIONS DE CLIENTS



Quelle soit partenaire de votre réussite ou complice de vos loisirs, l'électricité est une compagne fidèle de tous vos instants. Vous êtes 55 millions à apprécier les services innombrables qu'elle rend. Nous sommes 125 000 à veiller chaque jour à la qualité de votre confort quotidien.

EDF
Electricité
de France

DES MOYENS FINANCIERS POUR L'AUTONOMIE COMMUNALE ET POUR VIVRE MIEUX A LA VILLE ET A LA CAMPAGNE



Hélène LUC et André LAJOINIE.



Pierre LE BERCHE et Jean-Louis LE CORRE.



Une partie des élus de Loire-Atlantique.

A la manifestation des élus organisée par l'ANECR, samedi à Paris, ils étaient 5 000 à défiler aux abords de Matignon pour demander qu'il soit mis fin au racket exercé par l'Etat sur les communes.

Cinq mille élus portant leur écharpe ont manifesté à Paris le 12 mai, à l'appel de l'Association des Elus Communistes et Républicains. Ils ont été dirigés par Rocard : « Les communes asphyxiées par les charges financières, ça suffit comme ça ! »

Cinquante cinq élus communistes et républicains de Loire-Atlantique participaient à cette manifestation.

L'entrevue fixée avec le Premier Ministre était repoussée au lundi, mais une délégation conduite par André Lajoinie passait cependant le fort barrage policier de l'Hôtel Matignon pour déposer trois caddies remplis de la pétition de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains.

Baisse des taux d'intérêt des emprunts, indexation sur la T.V.A. des sommes versées par l'Etat sur l'investissement, remboursement de la T.V.A. sur les dépenses de fonctionnement à caractère social et retour dans la caisse des communes des sommes prélevées dans la caisse de retraite des agents communaux, sont les principales propositions des élus communistes pour l'amélioration immédiate de la gestion des villes et des villages.

André Lajoinie devait alors déclarer : « les élus, au-delà de leurs divergences politiques, doivent s'unir dans l'intérêt des populations ».

En effet, aucun maire de France n'échappe à sa responsabilité. Les élus communistes et républicains, quant à eux, ont demandé à Michel Rocard que l'Etat rende aux 37808 communes ce qui appartient aux habitants des villes et des villages. Des moyens. Tout simplement. Ce n'est pas demander la lune !

Le texte lu par Robert Clément

L'adresse aux élus de France

Robert Clément, président de l'ANECR, a lu à la fin de la manifestation, à l'intention de tous les élus de France le texte suivant :

« Ce samedi 12 mai, nous sommes 5000 élus, maires, conseillers municipaux, généraux, régionaux, députés, sénateurs, de sensibilités diverses, à manifester à l'appel de l'Association nationale des élus communistes et républicains pour marquer notre mécontentement et notre inquiétude face aux difficultés financières auxquelles nous nous heurtons dans la gestion de nos communes au service des habitants.

Cette année, nous connaissons une réduction de la dotation globale de fonctionnement. La diminution des ressources de toutes les communes serait encore accentuée en 1991 avec le dispositif découlant de l'actuelle loi de finances. Il y a un peu plus d'un an, nous avons été élus sur la base de programmes, d'orientations discutés et révisés par la population. C'est cette légitimité du suffrage universel que mettrait en cause le projet de loi Joxe-Baylet en nous privant de notre droit de gérer, d'administrer nos communes et de coopérer librement.

Aujourd'hui, nous sommes rassemblés par milliers pour obtenir des moyens financiers et le respect de l'autonomie communale, pour mieux vivre à la ville et au village. Nous sommes rassemblés pour revendiquer auprès du premier ministre le retour à l'indexation de la dotation globale de fonctionnement sur les recettes de T.V.A., des taux d'emprunt à 6%, le remboursement de la T.V.A. sur les dépenses de fonctionnement, le remboursement des sommes indûment prélevées par la CNRA, l'augmentation de la dotation globale d'équipement, une réforme de la fiscalité pour réduire l'impôt sur les familles en prenant en compte leurs revenus.

Des dizaines de milliers d'élus, à travers tout le pays, partagent tout ou partie de ces propositions. Ainsi dans de nombreux conseils municipaux, des délibérations, des vœux, des motions ont été approuvés par de larges majorités, parfois unanimement. La population a été largement associée à ces initiatives.

Aujourd'hui, nous nous félicitons du succès de notre manifestation. Nous souhaitons qu'elle soit l'amorce d'un rassemblement encore plus vaste de tous les élus, dans la diversité de leurs options politiques. C'est tous ensemble que nous obtiendrons des moyens financiers nécessaires à la satisfaction des besoins des habitants notamment pour une augmentation de la dotation globale de fonctionnement.

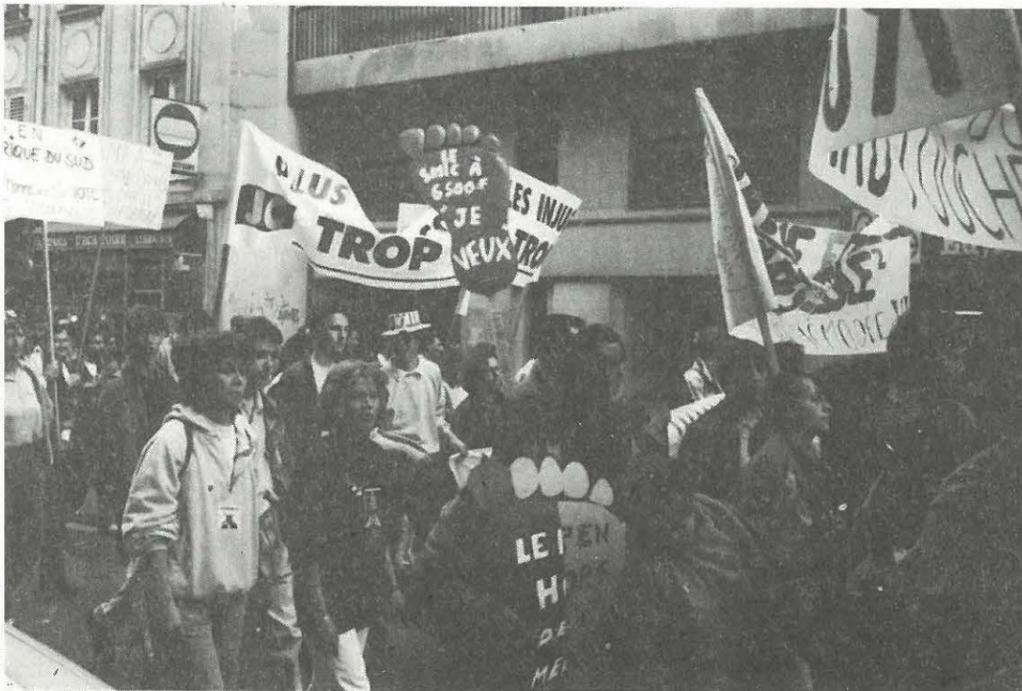
Nous nous adressons solennellement à vous, tous les élus de France, pour vous dire : « Au-delà de nos différences, voire de nos divergences, unissons-nous sur ce qui peut nous rassembler et ensemble œuvrons pour l'intérêt de nos communes et de leurs habitants ». Pour notre part, nous y sommes prêts.



Les dirigeants de la J.C. et des dirigeants du Parti en tête de la manifestation.



Des jeunes de Loire-Atlantique...



...avec leurs mots d'ordre et leurs banderoles.

**LA MARCHÉ DE LA JEUNESSE
A RÉUNI 70 000 PERSONNES
SAMEDI 12 MAI A PARIS, POUR
LE RESPECT DE LEURS DROITS.
ILS ONT DÉNONCÉ AVEC
UNE VIGUEUR PARTICULIÈRE LES
PROFANATIONS DE CARPENTRAS.
LE RASCISME, LE PEN.
« PRÉCARITÉ HORS LA LOI »,
« SMIG A 6500 F » « L'ARGENT
POUR L'ENSEIGNEMENT,
PAS POUR L'ARMEMENT »
« SOLIDARITÉ AVEC L'ANC
ET LES ENFANTS
PALESTINIENS »...
LEURS REVENDICATIONS
MULTIPLES
ONT DÉFERLÉ SUR LES BEAUX
QUARTIERS.**

Jacques PERREUX

LES CONDITIONS POUR UN VASTE MOUVEMENT UNI

« Nous sommes venus par dizaines de milliers pour crier « trop, c'est trop », pour que s'entende notre colère, notre révolte et nos exigences », a déclaré Jacques Perreux, secrétaire général de la Jeunesse communiste, à l'issue de la manifestation. « Que manque-t-il pour que le gouvernement décide de verser 3000 francs minimum aux jeunes chômeurs? (...) Que manque-t-il pour avoir des loyers accessibles aux jeunes? (...) Que manque-t-il pour que chacun puisse réussir à l'école, puisqu'il suffirait de prendre 40 milliards sur le surarmement? (...) Que manque-t-il pour qu'on en finisse avec la faim dans le monde? (...) Que manque-t-il pour le gouvernement français boycotte l'apartheid barbare, les essais nucléaires meurtriers? »

« Ce qui manque, c'est encore plus d'ampleur aux luttes déjà engagées, un vaste mouvement, très largement uni. Oui, si nous sommes des millions et des millions à l'exiger, tout cela peut devenir irrésistible (...) »

« Nos idées, nous les mettons en débat parce que nous pensons qu'il est utile de les faire connaître et honnête de ne pas les cacher, a ajouté le secrétaire général de la Jeunesse communiste. Mais, franchement, il y a plus de ressemblances que de différences entre un jeune chômeur de sensibilité socialiste et celui de sensibilité communiste ; entre l'étudiant pacifiste qui a voté communiste aux dernières élections et celui qui a voté écologiste. »

Enfin, à propos de l'acte abominable de Carpentras, le dirigeant de la JC a déclaré : « Cela dépasse l'imaginable, l'insupportable et l'horreur. Oui, il est temps, grand temps, de se rassembler sans arrière-pensée pour chasser la bête immonde. »